

LHL

N° 08/CA du Répertoire

N° 04-09 /CA du Greffe

Arrêt du 17 février 2005

Affaire : Société T. M. B. de Michel BAMENOU
TOKO

C/

Mairie de Cotonou

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 05 janvier 2003, enregistrée au greffe de la Cour le 21 janvier 2004, sous le n° 045/GCS, par laquelle monsieur Michel BAMENOU TOKO, Directeur Général de la Société T. M. B., a introduit contre la mairie de Cotonou, un recours de plein contentieux aux fins d'obtenir la condamnation de ladite Mairie au paiement de la somme évaluée à quatorze millions huit cent cinquante quatre mille (14 854 000 F) francs en réparation des désagréments et des énormes manques à gagner imposés à sa société par l'autorité municipale ;

Vu la lettre n° 131/GCS du 27 janvier 2004 par laquelle une mise en demeure a été notifiée au requérant lui rappelant les termes des articles 42 et 45 alinéa 1 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président rapporteur **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;



Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 131/GCS du 27 janvier 2004, une mise en demeure a été notifiée au requérant, lui rappelant les termes de l'article 45 alinéa 1 de l'ordonnance n° 21/PR susvisée ;

Que cet article dispose :

Article 45 alinéa 1 : « Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de cinq mille (5 000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou par notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai » ;

Considérant que le requérant n'a pas respecté cette prescription de la loi ;

PAR CES MOTIFS ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Le requérant est déchu de son action.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3.- Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Josephine OKRY-LAWIN {
et {
Victor ADOSSOU {

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix sept février deux mille cinq, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Irène Olga AÏTCHEDJI,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier.

G. ALAYE.-

I. O. AÏTCHEDJI.-

DE = 2000 F

Enregistré à Cotonou le 12/12/05
 Fo. 15 Case 5636
 Reçu Deux mille francs
 L'inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette L. AGO





Reçu
N° _____
concernant le _____

